

CARPN  
AJ  
-78551  
TRE

Government  
Publications

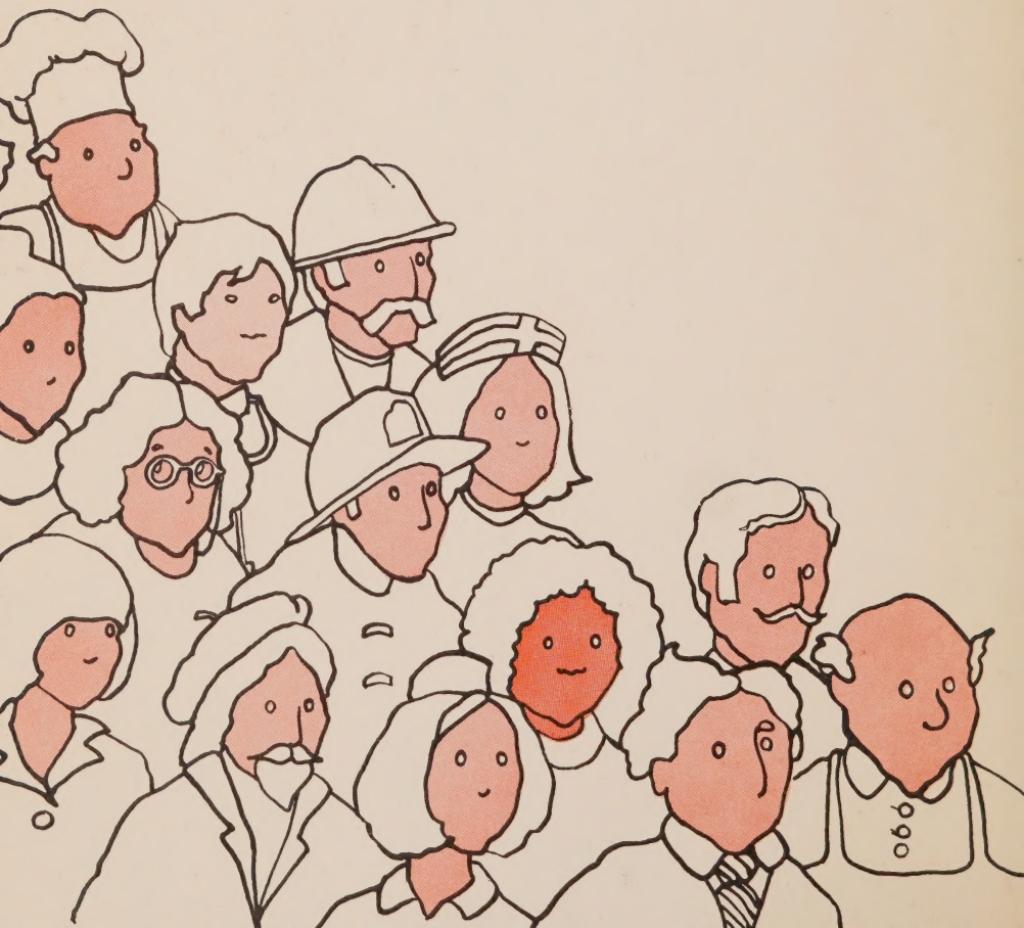


Ministère du  
Procureur  
général

TORY LIBRARY MA

# Cour des petites créances

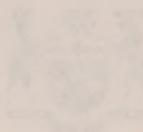






Ministère du  
Procureur  
général

# Cour des petites créances



Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

## Table des matières

	Page
Un message du Procureur général	4
1. Introduction	5
2. Quels genres de causes sont entendues dans les cours de petites créances?	6
3. Dans quelle cour de petites créances dois-je présenter ma cause?	9
4. Pour présenter une demande	10
5. Que dois-je faire si je reçois une sommation?	12
6. Jugement par défaut	14
7. Se préparer pour le procès	14
8. Jugement	18
9. Que dois-je faire si ma créance n'est pas payée?	19
10. Appels	22
11. Ordonnance de consolidation	22
12. Frais	23
13. Lois relatives à la consommation	24
14. Glossaire des termes juridiques utilisés dans le présent guide	27

## Un message du Procureur général

Bien que peu connue, la Cour des Petites Créances forme une partie très importante du système des cours en Ontario. Cette cour à frais juridiques limités et sans formalisme entend des causes dont la somme en litige peut être modeste mais qui sont très importantes pour les parties concernées. Le personnel affecté à la cour des Petites Créances de votre région peut vous aider à présenter ou à défendre votre cause. Le présent guide a pour objet de vous aider à mieux comprendre et à utiliser les Cours de Petites Créances de même que les services qu'elles offrent.

*John B. Murray*

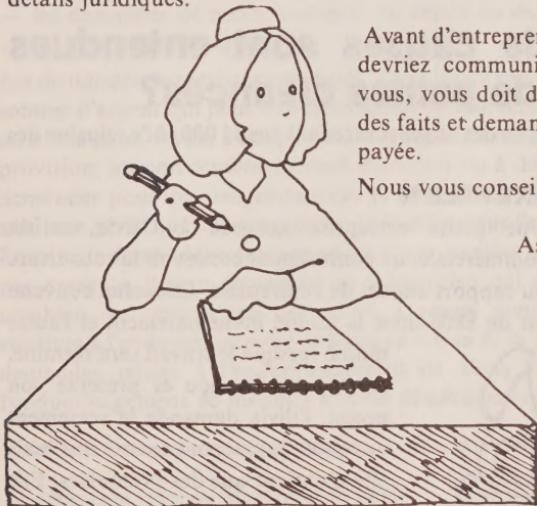
R. Roy McMurtry

# 1. Introduction

Les cours de petites créances constituent une tribune pratique et abordable pour résoudre les litiges de \$1 000 ou moins. Les procédures dans les cours de petites créances sont plus simples et plus rapides que dans les autres cours et les frais juridiques sont réduits considérablement. On peut avoir recours aux services d'un avocat mais les cours de petites créances sont conçues pour fonctionner sans eux.

La présente brochure constitue un guide de travail pour vous aider à mieux comprendre les cours de petites créances et les services qu'elles offrent. Lisez-la entièrement une fois puis reportez-vous aux sections qui vous intéressent. Un glossaire des termes juridiques se trouve à la fin de la brochure.

Faites confiance aux cours de petites créances. Les juges ont l'habitude de régler des litiges sans l'aide d'avocats. Si vous vous préparez adéquatement, vous constaterez que vous pouvez présenter votre cause efficacement même si vous n'êtes jamais allé en cour de justice auparavant. Les cours de petites créances mettent l'accent sur les faits et non sur les détails juridiques.



Avant d'entreprendre des poursuites judiciaires, vous devriez communiquer avec la personne qui, selon vous, vous doit de l'argent, lui donner votre version des faits et demander que la somme en litige vous soit payée.

Nous vous conseillons de rédiger une lettre détaillant les faits et exigeant un paiement.

Assurez-vous de garder une copie de toute lettre de ce genre.

Si votre démarche est sans succès, vous pouvez présenter votre cause à la cour des petites créances où un juge objectif et impartial l'entendra.

Plusieurs fonctionnaires de votre cour des petites créances peuvent vous être utiles. Le GREFFIER est l'administrateur en chef de la cour. Si vous envisagez de porter une cause devant la cour des petites créances, vous devriez consulter le bureau du greffier de la cour la plus près de votre domicile. Il est à noter que le bureau du greffier n'est pas toujours au même endroit que la cour. Un employé du bureau du greffier vous aidera à remplir les formulaires nécessaires. Suivant vos instructions, le bureau du greffier peut effectuer des démarches comme la notification de l'autre partie, la convocation des témoins et la fixation de la date de l'audience. Des frais peu élevés doivent être acquittés pour chaque démarche. Si vous obtenez gain de cause, vous pourrez peut-être demander à l'autre partie le remboursement de ces frais.

L'HUISSIER est chargé de délivrer les documents comme la demande ou la citation à comparaître. L'huissier peut également saisir et vendre des biens pour régler un jugement impayé si la personne qui a gagné la cause le lui demande expressément.

Dans certaines cours de petites créances, un CONCILIATEUR a été nommé. Dans le comté de York, le poste de conciliateur de la cour des petites créances existe depuis un

certain nombre d'années. Le greffier vous indiquera s'il y a un conciliateur de la cour des petites créances dans votre région. Le bureau du conciliateur est au service du débiteur trop accablé. Le conciliateur offre un service de consultation en matière de dettes et, dans plusieurs cas, il peut établir un mode de remboursement qui conviendra à la fois au débiteur et à ses créanciers. Dans d'autres cas, le conciliateur peut élaborer une ordonnance de consolidation qui permettra à un débiteur ayant plusieurs jugements impayés de rembourser ses dettes selon un échelonnement qui lui conviendra.

## 2. Quels genres de causes sont entendues dans les cours de petites créances?

Une cour de petites créances peut régler des litiges n'excédant pas \$1 000 (à l'exclusion des intérêts).



### EXEMPLE N° 1

Une petite entreprise accorde à Olivia, artiste commerciale, un contrat pour concevoir la couverture du rapport annuel de l'entreprise. Le cachet convenu est de \$800 dont la moitié immédiatement et l'autre moitié lorsque le travail sera terminé. Après avoir conçu et présenté son projet, Olivia demande le versement des \$400 qui lui sont encore dus mais elle n'obtient que des promesses. Elle intente une action à la cour des petites créances.

### EXEMPLE N° 2

David vient d'acheter une nouvelle voiture. Un après-midi, alors qu'il rentre de son travail, une voiture emboutit l'arrière de sa voiture à un feu rouge. L'autre conducteur prétend que l'accident n'est pas de sa faute bien que David soit certain du contraire. Les réparations apportées à l'aile de la voiture de David se chiffrent à \$75. Etant donné que la franchise de l'assurance-automobile de David est de \$100, ces dommages ne sont pas couverts. David poursuit l'autre automobiliste à la cour des petites créances pour recouvrer ses \$75.

### EXEMPLE N° 3:

Carole achète un nouveau réfrigérateur. Le marchand lui dit qu'il le lui offre à un bas prix spécial car c'est un des derniers appareils de ce modèle. Il déclare que ce modèle ne se fait plus et n'est plus disponible. Il ajoute qu'aucun autre marchand n'offre ce modèle. Il affirme également que la capacité du modèle en question est beaucoup plus grande que

celle des modèles à prix comparables encore fabriqués. Se fondant sur ces recommandations, Carole achète ce réfrigérateur à \$425. En conversant avec ses voisines, Carole découvre que le même modèle est disponible partout à \$325 et qu'on n'a pas cessé de le fabriquer. Le marchand refuse de lui rembourser la différence. Carole porte sa cause à la cour des petites créances. (cf. Section 13 - LOIS RELATIVES A LA CONSOMMATION).

#### EXEMPLE N° 4:

Ronald, propriétaire des Vêtements pour Hommes Ronald, vend un veston à \$50. L'acheteur paie par chèque. Plus tard, le chèque revient à Ronald avec la mention "chèque sans provision". Après avoir communiqué avec l'acheteur en vue d'être payé, Ronald, qui n'a pas eu de succès, intente une poursuite à la cour des petites créances.

Les exemples susmentionnés ne constituent que quelques-une des causes qui peuvent être portées à la cour des petites créances.

Les demandes se répartissent, en général, en deux catégories:

- les demandes de remboursement de dettes ou de fonds
- les dommages-intérêts

*Les demandes de remboursement de dettes ou de fonds* sont des demandes relatives à une somme d'argent qui peut être déterminée définitivement grâce à un contrat oral ou écrit ou à une autre forme d'accord. Par exemple, citons les demandes dues à un chèque sans provision, au non remboursement d'un prêt ou à des arriérés de loyer. Dans le cas des demandes pour *dommages-intérêts*, le demandeur doit d'abord prouver au juge qu'il a subi une perte quelconque parce que le défendeur l'a blessé ou a endommagé ses biens. Ensuite, le demandeur devra prouver d'une manière quelconque l'importance de la perte: par exemple, il peut demander au mécanicien qui a réparé sa voiture de dire au juge combien ces réparations ont coûté. Comme exemples, mentionnons les demandes relatives à l'endommagement de biens en raison de la mauvaise conduite d'une voiture, les demandes reliées à l'endommagement de biens loués et les demandes concernant l'endommagement de meubles lors de déménagements.

Voici une liste des causes entendues le plus souvent dans les cours de petites créances:

- défaut de remboursement d'un prêt
- défaut de paiement (quand les marchandises sont achetées à crédit)
- chèque sans provision (tiré sur un compte insuffisamment approvisionné)
- arriérés de loyer
- paiement d'un travail effectué par un plombier, un électricien, un menuisier, etc.
- endommagement de biens, plus particulièrement quand un mauvais automobiliste endommage une voiture
- recouvrement de fonds payés si les biens ou services ne correspondent pas au niveau de qualité convenu (cf. Section 13 - LOIS RELATIVES A LA CONSOMMATION)
- salaires impayés
- recouvrement d'un bien en la possession d'une autre personne ("mainlevée").

Cette liste est loin d'être exhaustive.

De nombreuses demandes en ce qui concerne les accidents de voiture seront, bien entendu, couvertes par votre assurance-accident. Toutefois, votre compagnie d'assurances voudra peut-être poursuivre l'autre automobiliste en vue de récupérer le montant qu'elle vous accordera ou vous voudrez peut-être le poursuivre afin de recouvrer votre franchise.

## **Limitations de temps**

Vous devez tenir compte des "limitations de temps". La limitation de temps est une période de temps après laquelle, en vertu de la loi, vous ne pouvez plus intenter une poursuite fondée sur la raison originelle de la cause. Dans la plupart des cas susmentionnés, la limitation de temps est fixée à six ans. Par contre, dans le cas d'un litige dû à un véhicule motorisé, vous n'avez que deux ans pour présenter votre cause. Il existe également un certain nombre de limitations de temps spéciales de courte durée. Par exemple, il faut intenter une poursuite contre un médecin ou une dentiste dans l'année qui suit l'action qui donne cause de litige. Une cause contre une municipalité fondée sur la non réparation d'une route publique doit être présentée dans les trois mois.

## **Demandes supérieures à \$1,000**

Votre demande est peut-être supérieure à \$1,000 mais vous désirez présenter votre cause à la cour des petites créances car elle est plus accessible et plus abordable. Dans ce cas, vous pouvez intenter une poursuite, réclamer \$1,000 et abandonner le reste de votre demande. Toutefois, si vous obtenez gain de cause, vous ne pourrez pas intenter une poursuite pour l'excédent dans aucune cour.

### 3. Dans quelle cour de petites créances dois-je présenter ma cause?

COUR DES  
PETITES CRÉANCES

#### Choix de la cour

Vous trouverez l'adresse et le numéro de téléphone de la cour des petites créances la plus près dans les pages blanches de l'annuaire du téléphone sous la rubrique "Gouvernement de l'Ontario". Vous devriez consulter le greffier de la cour en vue de choisir la meilleure cour où présenter votre cause.

Dans certains cas, vous pouvez choisir la cour des petites créances qui entendra votre cause. Une plainte peut être déposée dans la cour du lieu:

- où a pris naissance la cause de l'action, c'est-à-dire là où s'est produit l'acte qui vous donne le droit d'intenter une poursuite
- où le défendeur habite ou mène ses affaires
- située le plus près du domicile du défendeur.

Si vous avez le choix entre deux ou plusieurs cours, il vaut probablement mieux déposer votre plainte au tribunal du domicile de votre défendeur ou de son établissement. Si vous obtenez gain de cause, le recouvrement de la somme réclamée en sera facilité.

#### Division d'une demande

Il est à noter que vous ne pouvez pas "diviser votre demande". Cela veut dire que vous ne pouvez pas présenter deux ou plusieurs causes distinctes résultant des mêmes faits devant différentes cours de petites créances en vue de recouvrer une somme supérieure à \$1 000. Par exemple, si des réparations d'une valeur de \$1 300 doivent être effectuées à votre voiture en raison de la maladresse d'un conducteur, vous ne pouvez pas déposer une demande de \$1 000 à la cour du lieu où l'accident s'est produit et une autre requête de \$300 à la cour du domicile du conducteur. Vous ne pouvez intenter une poursuite que dans une seule cour et vous devez renoncer à la somme qui excède les \$1 000 réclamés. Sinon, vous devrez présenter votre cause dans une cour supérieure.



## 4. Pour présenter une demande

### La demande

Lorsque vous avez choisi la cour appropriée, vous commencez les procédures en déposant une requête auprès du greffier de la cour. Vous devez également remettre au greffier une copie de la demande pour le défendeur (ou une copie par défendeur s'il y en a plus d'un). N'oubliez pas d'en garder une copie pour vos dossiers.

Il n'existe aucune forme fixe pour la demande et celle-ci peut être dactylographiée ou manuscrite. Vous devez indiquer brièvement mais clairement le montant que vous réclamez, la personne, l'établissement ou la compagnie qui vous doit de l'argent et *toutes les raisons* qui motivent votre demande. Communiquez avec le greffier qui vous aidera à rédiger votre demande. Le bureau de la cour des petites créances possède des formulaires qui peuvent être utilisés pour présenter une demande.

### Nom et adresse du demandeur

Si votre requête est reliée à une affaire traitée par une compagnie à responsabilité limitée dont vous êtes le propriétaire, vous devez présenter votre requête au nom de la compagnie. Dans les autres cas, vous poursuivez en votre nom. Assurez-vous d'inclure votre adresse complète.

### Nom et adresse du défendeur

Etant donné que l'huissier délivrera une copie de votre demande et de la sommation à comparaître qui en résulte au défendeur (ou à chacun des défendeurs s'il y en a plus d'un), il est important de bien identifier le (s) défendeur(s). Par conséquent, votre demande doit comprendre les renseignements suivants sur la personne (ou la compagnie) que vous poursuivez:

*particulier* — nom, adresse du domicile y compris le numéro civique, le numéro de l'appartement ou le numéro du terrain

*société légalement constituée* — nom de la compagnie, nom de la personne qui doit être assignée, adresse y compris le numéro de la pièce

*société non légalement constituée* — noms et adresses du propriétaire et de la société

Vous pouvez obtenir à des fins d'assignation le nom et l'adresse exacte:

— d'une société constituée

— d'une société non constituée dont le nom est différent de celui du propriétaire en communiquant avec la Division des compagnies du Ministère de la Consommation et du Commerce, 555, rue Yonge, Toronto, Ontario, M7A 2H6.

### Chèques et billets à ordre

Si votre demande se rapporte à un chèque sans provision ou à un billet à ordre impayé, vous devez déposer le chèque ou le billet en question auprès du greffier lorsque vous présentez votre demande ou avant d'obtenir le jugement. Vous devriez garder une copie du chèque ou du billet pour vos dossiers.

## Sommations

Vous pouvez déposer votre demande auprès du greffier en personne ou l'envoyer par la poste. Sur réception de la demande et des frais nécessaires, le greffier lancera une sommation. L'huissier délivrera cette sommation et une copie de la demande au(x) défendeur(s).

La sommation est adressée au(x) défendeur(s) et mentionne l'importance financière de la demande du demandeur. La sommation informe également le(s) défendeur(s) de la procédure à suivre s'il veut contester la demande ou faire une demande reconventionnelle auprès du greffier de la cour.



## Frais

Les frais afférents à la mise au rôle de la cause se situent entre \$7.00 et \$19.50 selon le montant réclamé et ils sont légèrement plus élevés s'il y a plus d'un défendeur. (cf. Section 12 - FRAIS). Ces frais sont ajoutés au montant que vous êtes en droit de recevoir si vous obtenez gain de cause lors du jugement. Il est à noter que tous les frais exigibles dans les cours de petites créances doivent être payés *à l'avance*.

## Intérêts à courir

Dans votre demande, vous devriez toujours demander le paiement d'intérêts. S'ils sont réclamés, des intérêts à un taux raisonnable peuvent être ajoutés au jugement:

- *des causes de remboursement de dettes ou de fonds (cf. p. 5)*
- du non paiement à la date du jugement
- *des causes en dommages-intérêts (cf. p. 5)*
- de la date à laquelle vous avez avisé par écrit le défendeur de votre requête à la date du jugement.

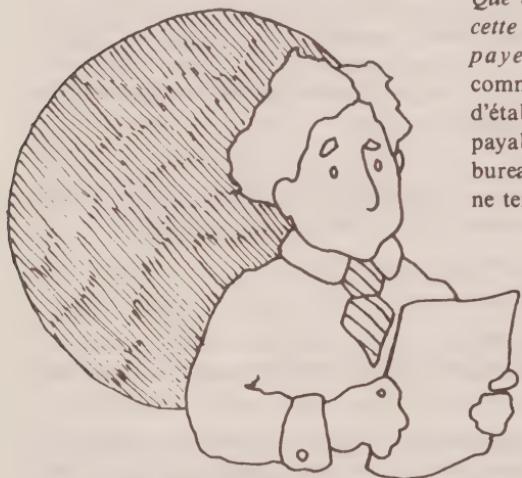
Il est à noter que dans le deuxième cas, les intérêts courrent à partir de la date où le défendeur a reçu la signification écrite de votre demande. La délivrance au débiteur d'une copie de votre demande constitue évidemment une notification. Avant de présenter votre demande, vous voudrez peut-être envoyer au défendeur une lettre exposant votre demande en vue de savoir si ce dernier est prêt à s'entendre avec vous à l'amiable. Tout avantage éventuel que le défendeur peut avoir de tarder à répondre sera éliminé par le fait qu'il devra payer des intérêts sur la somme due pendant cette période. Si vous envoyez une lettre au défendeur, assurez-vous d'en garder une copie que vous pourrez produire à la cour, si besoin est.

## 5. Que dois-je faire si je reçois une sommation?

Un certain nombre de possibilités s'offrent à vous si vous recevez une sommation et une copie de la demande.

*Que dois-je faire si je conviens que je dois au demandeur la somme réclamée?* Vous devez payer la somme demandée et les frais juridiques au bureau de la cour des petites créances dans les dix jours qui suivent la réception de la sommation. Cette somme sera remise au demandeur et une audience ne sera pas nécessaire.

*Que dois-je faire si j'estime que je ne dois pas tout l'argent réclamé?* Si vous estimez que vous ne devez qu'une partie de la somme réclamée, vous pouvez payer cette partie au bureau de la cour des petites créances dans les dix jours et contester le reste. Dans ce cas, si le demandeur à l'audience ne récupère que la somme que vous avez payée (ou une somme inférieure), il devra peut-être payer les frais auxquels vous aurez dû faire face pour défendre votre cause.



*Que dois-je faire si je conviens que je dois cette somme mais qu'il m'est impossible de la payer immédiatement?* Vous devez communiquer avec le demandeur et essayer d'établir un mode de paiements échelonnés payables directement au demandeur ou au bureau de la cour. N'oubliez pas que si vous ne tenez pas compte de la sommation, vous devrez également payer à la fin les frais de chaque démarche supplémentaire entreprise par le demandeur.

savoir si ce service existe dans votre région.

*Que dois-je faire si j'estime que je ne dois pas cette somme ou que les faits énoncés dans la demande sont inexacts?* Vous devez déposer au bureau du greffier de la cour des petites créances deux copies d'un avis de contestation. On peut déposer la contestation en personne ou l'envoyer par la poste dans les dix jours. Vous devez indiquer clairement tous les motifs qui vous poussent à contester la requête dans l'avis de contestation. Le demandeur recevra une copie de la contestation. Au moins dix jours avant l'audience, les deux parties recevront un avis de convocation stipulant la date, l'heure et le lieu de l'audience.

*Que se passe-t-il si je ne dépose pas un avis de contestation?* Si la requête du demandeur concerne un recouvrement de dettes ou de fonds et que vous ne déposez pas un avis de contestation dans les dix jours, le greffier peut rendre un jugement contre vous. Ce jugement est aussi valide que s'il a été obtenu après une audience et il permettra au créancier de prendre des mesures comme des saisies sur votre compte de banque.

Si le demandeur présente une demande en dommages-intérêts, le défaut de déposer un avis de contestation entraîne votre admission de responsabilité. Autrement dit, vous serez légalement tenu de payer les dommages-intérêts bien que cette somme devra être déterminée par le juge à une audience. Si vous omettez de déposer une contestation, vous ne serez pas informé de la date de l'audience. A cette audience, le juge évaluera l'importance des dommages-intérêts en votre absence et pourra accorder gain de cause au demandeur.

Autre chose: si vous ne présentez pas un avis de contestation dans les dix jours qui suivent la réception de la sommation, vous pouvez le faire plus tard mais seulement avec la permission du juge. Vous devrez prouver au juge qu'une bonne raison (comme une maladie grave) vous a empêché de déposer votre contestation dans les délais prescrits. Communiquez avec le greffier pour savoir comment obtenir la permission du juge.

*Que dois-je faire si j'estime au contraire que le demandeur me doit de l'argent?* Vous devez inclure dans votre avis de contestation une demande reconventionnelle (dans le même document ou en annexe) et expliquer clairement pourquoi vous croyez être en droit d'exiger que le demandeur vous rembourse. La demande reconventionnelle transforme votre statut en celui de demandeur et doit être préparée de la même façon qu'une requête (cf. Section 4 - POUR PRÉSENTER UNE REQUÊTE). Vous aurez la possibilité de présenter votre demande reconventionnelle à la cour, habituellement le même jour où la cause du demandeur sera entendue.

*Que dois-je faire si j'estime qu'une autre personne est responsable entièrement ou partiellement de la demande du demandeur?* Déposez une demande auprès du greffier contre la personne (appelée "tierce personne") que vous jugez responsable. Une demande contre une tierce personne, tout comme une demande reconventionnelle, est semblable à une demande ordinaire comme elle est décrite dans la section 4 et doit comprendre:

- les raisons motivant l'introduction d'une tierce personne
- la somme de la requête du demandeur devant selon vous être payée par la tierce personne
- le nom et l'adresse complète de la tierce personne.

La tierce personne recevra ensuite une sommation et une copie de la demande contre une tierce personne. Votre rôle par rapport à cette tierce personne sera celui de demandeur. Le juge évaluera la responsabilité de la tierce personne, habituellement lors de l'audience de la requête du demandeur, et votre responsabilité vis-à-vis le demandeur pourra être réduite ou éliminée.

## 6. Jugement par défaut

Si le demandeur dépose une demande exigeant le remboursement de dettes ou d'une somme d'argent et que le défendeur ne dépose pas un avis de contestation auprès du greffier dans les dix jours qui suivent la réception de la sommation, le greffier peut accorder un jugement par défaut, ce qu'il fait habituellement. Ce jugement définitif de la cour stipule que le demandeur est en droit de recouvrer la somme indiquée dans la requête et les frais de cour. Ce jugement a la même valeur qu'un jugement rendu par un juge après une audience. Le demandeur pourra ensuite prendre des mesures pour récupérer la somme en question. (cf. Section 9 - QUE DOIS-JE FAIRE SI MON JUGEMENT N'EST PAS PAYÉ?)

Si un jugement par défaut a été rendu contre vous, vous pouvez demander, dans les 14 jours, au juge de la cour où le jugement par défaut a été rendu de casser le jugement et de convoquer une autre audience en rapport avec la demande originelle. Communiquez avec le greffier de la cour où le jugement par défaut a été rendu pour connaître les procédures à suivre en vue de préparer une assignation en référé et une déclaration sous serment à l'appui. Dans cette déclaration, vous devez faire valoir de très bonnes raisons pour motiver votre demande. L'avis de demande sera délivré à la partie adverse et cette dernière peut s'y opposer.

## 7. Se préparer pour le procès

### Si vous êtes le demandeur ...

Vous devez vous présenter en personne au procès mais vous pouvez vous faire accompagner d'un ami ou d'un représentant qui présentera les faits de votre cause. Dans la plupart des cas, vous voudrez déposer vous-même. Il est souhaitable que vous présentiez votre cause et que vous interrogez les témoins vous-même. Les procédures des cours de petites créances sont très simplifiées et le juge se préoccupe de mener l'audience équitablement et non de savoir si les règles techniques sont observées ou non. Si vous avez des problèmes, le juge vous aidera. Il n'y a aucune raison d'estimer que vous ne pouvez pas présenter votre cause efficacement en raison de votre inexpérience. Si vous avez bien préparé votre cause, vous n'aurez aucune difficulté à la présenter au juge.

Si vous estimatez que vous ne connaissez pas suffisamment bien l'anglais pour présenter votre cause vous-même, consulter le greffier de la cour au sujet d'un interprète. A NOTER: Dans certaines régions désignées de la province il sera bientôt possible de faire entendre une cause partiellement ou complètement en français dans les cours de petites créances. Consultez le greffier de la cour à ce sujet.



Parlez haut et distinctement. Ne soyez pas timide. La cour doit entendre ce que votre interprète ou vous avez à dire.

Ne parlez que du point ou des points qui se rapportent à votre demande ou à votre contestation. Ne passez pas d'un sujet à l'autre ou ne répétez pas les mêmes choses plusieurs fois. Surtout, restez calme. Le juge sait bien écouter et il comprendra très vite votre témoignage.

Les cours de petites créances sont conçues pour permettre à chacun de se défendre sans avocat. Toutefois, un avocat peut se présenter en votre nom et, dans

certains cas, il peut être prudent de demander des conseils d'ordre juridique.

Si vous avez recours aux services d'un avocat, vous ne pourrez recouvrer de la partie adverse qu'une petite fraction des honoraires de l'avocat même si vous gagnez votre cause. (cf. Section 12 - FRAIS).

### **Le jour de l'audience**

Lorsque vous recevez un avis de convocation, prenez note de l'heure, de la date et du lieu de l'audience. Assurez-vous que les témoins que vous voulez faire comparaître ont été assignés et qu'ils savent quand l'audience aura lieu. (cf. *Témoins* p. 17). A votre arrivée, installez-vous dans la salle d'audience pour être certain que serez prêt lorsqu'on vous appellera.

Au début de l'audience, on traite toujours de certaines questions préliminaires comme les ajournements avant de passer aux procès. Généralement, il est assez facile d'obtenir un ajournement surtout si la partie adverse y consent. En raison des difficultés financières causées par l'ajournement d'une affaire (comme lorsque la partie adverse n'en a pas été informée et est susceptible de perdre une journée de salaire), vous devriez:

- i) informer, par écrit de préférence, la partie adverse avant la date de l'audience et lui faire part des raisons qui motivent votre demande d'ajournement;
- ii) prévenir la partie adverse que vous vous occuperez de l'ajournement à la cour; et
- iii) vous charger de communiquer à l'autre partie la nouvelle date fixée pour l'audience.

Lorsqu'on appellera votre cause, rendez-vous au devant de la salle d'audience et asseyez-vous à la table placée en face du siège du juge. Généralement, le greffier et le sténographe de la cour (nécessaire dans certains cas) seront assis en face de vous en-dessous du juge. La barre des témoins se trouve à côté du juge.

### **Procédures**

Les procédures dans les cours de petites créances sont généralement les mêmes que dans les autres cours mais on y insiste tout particulièrement sur la simplicité.

*Si vous êtes le demandeur ...* vous avez la parole en premier. Vous pouvez faire une déclaration préliminaire brève concernant la nature de votre demande ou appeler tout simplement votre premier témoin. Dans certains cas, vous serez votre propre témoin et, dans presque tous les cas, vous voudrez témoigner pour appuyer votre cause. Lorsque vous témoignez, présentez-vous à la barre des témoins et faites-vous assermenter. Au lieu de prêter serment, vous pouvez faire une affirmation solennelle.

Vous aurez ensuite la possibilité de présenter votre cause et tous les faits sur lesquels vous vous fondez. Exposez les faits dans une forme narrative (commencez au commencement et racontez les faits dans l'ordre où ils se sont produits). Evitez les répétitions et les détails inutiles. Si le juge s'aperçoit que vous avez des difficultés, il vous posera des questions pertinentes. Lorsque vous aurez fini de témoigner ou d'interroger votre témoin, votre adversaire pourra effectuer une contre-interrogation. La contre-interrogation a pour but de souligner les failles du témoignage du témoin ou de jeter le doute sur son exactitude. Le juge dirigera la contre-interrogation pour s'assurer que le témoin n'est pas harcelé.

Vous pourrez également contre-interroger le défendeur ou son témoin lorsque ce sera votre tour. N'oubliez pas que la contre-interrogation vous offre la possibilité de poser des questions. Le juge ne vous permettra pas de discuter avec le témoin ou de raconter votre propre version des faits.

Si vous vous appuyez sur des documents comme des contrats ou des reçus, présentez-les vous-même lorsque vous serez à la barre des témoins. On vous les retirera pour les enregistrer comme pièces à conviction et ils ne vous seront retournés que 15 jours après la fin de l'audience. Vous pouvez vous y reporter lorsque vous expliquez votre cause.

*Si vous êtes le défendeur ...* vous pourrez présenter votre version après l'audition du demandeur. Lisez la section précédente pour savoir comment présenter votre cas au juge, N'oubliez pas qu'il appartient au demandeur de prouver sa créance: c'est ce qu'on appelle "le fardeau de la preuve". Cela signifie que le demandeur doit prouver au juge que les faits se sont produits comme il l'explique. Par conséquent, vous n'avez pas à démontrer à titre de défendeur que la version du demandeur est tout à fait impossible. Vous n'avez qu'à prouver qu'elle est moins probable que la vôtre.

## **La Preuve**

Habituellement, les règles officielles en matière de preuve ne s'appliquent pas dans les procédures des cours de petites créances. Le juge peut accepter toute preuve qui se rapporte au litige. Essayez toujours d'obtenir et de présenter à la cour les preuves les plus directes et les plus sûres (témoins, lettres, documents, photographies, etc.). N'oubliez pas que même si une certaine preuve a été acceptée, le juge doit décider de sa "valeur" (c.-à-d. qu'il doit décider de son importance par rapport aux autres preuves présentées.)

## **Témoins**

Lorsque vous recevez l'avis de procès, communiquez avec tous les témoins dont vous croyez avoir besoin pour défendre votre cause et faites-leur part de la date, de l'heure et du lieu de l'audience. Prévenez chaque témoin qu'il devra peut-être passer toute la journée à la cour car votre audience n'aura pas nécessairement lieu à l'heure indiquée sur votre avis.

Vous devriez faire assigner votre témoin même si celui-ci est très désireux de venir à la cour et de vous aider. La citation à comparaître lui servira toujours de rappel. Si le témoin est peu disposé à témoigner, une citation à comparaître est essentielle. Sur votre requête, le greffier lancera la citation à comparaître. Des frais doivent être acquittés pour chaque citation. Vous

devez également ajouter une certaine somme pour couvrir les frais de déplacement et les dépenses du témoin. Ces frais sont peu élevés et vous pourrez les recouvrer de votre adversaire si vous gagnez votre procès. Le greffier de la cour pourra vous communiquer les frais exacts. (cf. Section 12 - FRAIS). En général, l'huissier délivre les citations à comparaître.

Si une personne possède des documents qui, selon vous, seront utiles à votre cause lors de l'audience, vous pouvez exiger dans la citation que le témoin les apporte avec lui le jour de l'audience.

Il est tout à fait normal de discuter à l'avance du témoignage qu'une personne sera invitée à faire. Evidemment, vous *ne* devez influencer le témoin *d'aucune* manière pour le forcer à dire autre chose que la vérité. Vous pouvez discuter des faits que votre témoin connaît en vue de préparer vos questions pour l'audience et de décider dans quel ordre vous voulez faire comparaître les témoins.

### **Preuve d'une requête en dommages-intérêts**

Si, dans une *requête en dommages-intérêts* (par ex.: accident d'un véhicule motorisé, déménagement de meubles, contrat de plomberie, etc.):

- i) *le défendeur n'a pas déposé un avis de contestation*,  
le demandeur doit produire en cour deux évaluations actuelles des réparations et un carnet de travail décrivant en détail les réparations effectuées et les pièces fournies. Il doit également prouver qu'il a bien réglé cette somme.

Si les réparations n'ont pas été effectuées, le demandeur doit faire venir le travailleur (par ex.: le mécanicien s'il s'agit d'une voiture) qui a fourni l'évaluation la moins élevée afin de témoigner sur le travail à faire.

- ii) *le défendeur a déposé un avis de contestation*,  
le demandeur doit produire en cour deux évaluations actuelles décrivant le travail qui doit être effectué et les pièces qui doivent être fournies.

En outre, le demandeur doit faire venir la personne qui a présenté l'évaluation la moins élevée à des fins de contre-interrogation.

Même si les réparations ont été effectuées et payées, la personne qui les a faites doit être présente à la cour à des fins de contre-interrogation par le défendeur.

### **Note sur les demandes concernant les accidents de véhicules motorisés**

Si vous poursuivez un automobiliste qui n'est pas assuré et qui n'a pas déposé un avis de contestation, vous devriez demander au Motor Vehicle Accident Claims Fund (555, rue Yonge, Toronto, Ontario, M7A 2J4) la permission de convoquer une audience à des fins de jugement. Si vous ne faites pas cette requête, vous n'aurez pas le droit de déposer une demande auprès du Fonds.

## 8. Jugement

Après la déposition du demandeur et du défendeur, les deux parties peuvent résumer brièvement leur version des faits et présenter leurs toutes dernières soumissions.

Le juge rend habituellement son jugement dès que les deux parties ont terminé. Toutefois, dans certains cas, le juge peut s'accorder un temps de réflexion pour étudier les faits et les lois appropriées avant de rendre son jugement. Si le juge "diffère" son jugement de cette façon, sa décision vous sera envoyée par la poste à une date ultérieure.

Un jugement est une déclaration de la cour stipulant qu'une partie est en droit de recevoir de l'autre partie une certaine somme d'argent en plus d'intérêts (dans certains cas) et de frais juridiques. (Si le défendeur a déposé une demande reconventionnelle, le jugement peut spécifier que le demandeur doit de l'argent au défendeur). La prochaine section traite du recouvrement de l'argent si l'autre partie ne rembourse pas la somme réclamée.

Si le juge estime que vous devez de l'argent à l'autre partie, et qu'il vous est impossible de payer toute la somme réclamée sur-le-champ, indiquez au juge que vous avez besoin d'un délai. Le juge peut ordonner des paiements échelonnés.

## 9. Que dois-je faire si ma créance n'est pas payée?

Il existe plusieurs façons de recouvrer une créance impayée par l'intermédiaire de la cour des petites créances. On n'essaiera pas dans le présent guide de décrire en détail toutes les procédures possibles. Le personnel de la cour peut vous indiquer comment recouvrer une créance impayée selon les méthodes décrites brièvement ici. Sur demande, le greffier de la cour peut s'occuper de la plupart des démarches nécessaires. On exige des frais pour les services de la cour qui peuvent cependant être recouvrés.

Lorsqu'on lira les sections suivantes, on ne doit pas oublier que le "demandeur" peut également être un défendeur en droit de recouvrer une somme d'argent en conséquence d'une demande reconventionnelle.

### Sommation adressée au défendeur

En vue d'utiliser les méthodes de recouvrement mises à la disposition du demandeur, il est généralement nécessaire de posséder certains renseignements relatifs au défendeur comme la nature et l'importance de ses avoirs et des sommes qui lui sont dues. Si la créance reste impayée, le demandeur peut obtenir des renseignements de ce genre en convoquant à nouveau le défendeur devant le juge pour qu'il explique ses raisons de ne pas payer.

Le greffier peut aider le demandeur à obtenir une sommation adressée au défendeur. A l'audience, le juge déterminera si le défendeur peut payer la somme réclamée ou non. Il peut ordonner au débiteur de payer la créance en versements partiels directement à la cour des petites créances. Toutefois, le juge peut rejeter la sommation si le défendeur est absolument incapable de payer la somme en question. Dans ce cas, le demandeur ne peut pas obtenir une autre sommation avant six mois. Le juge peut également ordonner que le paiement de la créance ou qu'un des versements soit différé s'il estime que le défendeur ne peut pas payer pour cause de maladie ou autre.

### Sommation pour justification

Si, à la suite de la sommation adressée au défendeur, le juge ordonne au défendeur de payer la somme réclamée en versements échelonnés et que celui-ci omet de les payer pendant plus de 14 jours, le demandeur peut convoquer le défendeur devant le juge une fois de plus au moyen d'une sommation pour justification. *Le non paiement de dettes ne constitue pas un motif d'emprisonnement en Ontario.* Le défendeur ne peut être emprisonné que s'il refuse volontairement de se présenter à l'audience ou s'il s'y présente mais refuse de répondre aux questions pertinentes reliées à son défaut de paiement. Même dans ce cas, le défendeur peut être convoqué à une autre audience suite à une sommation au lieu d'être incarcéré dans la prison locale.

Il est à noter qu'à une audience de justification, le juge peut modifier l'ordonnance rendue lors de l'audience suite à la sommation adressée au défendeur si la situation du défendeur a changé.

### Saisie-arrêt

Une saisie-arrêt permet à la partie qui a gagné une requête en cour des petites créances de recouvrer la somme accordée auprès d'une tierce partie qui doit de l'argent au

défendeur. Ainsi, par exemple, si le défendeur refuse de payer ou est incapable de payer la somme due, une partie de son salaire peut être obtenue directement de son employeur.

Outre les salaires, l'argent en banque ou dû pour un contrat et les loyers arriérés peuvent être saisis.



Le greffier peut vous aider à préparer une ordonnance de saisie-arrêt qui sera envoyée à la personne qui doit de l'argent au défendeur. Cette personne s'appelle un "tiers saisi". L'ordonnance de saisie-arrêt exige du tiers saisi qu'il paie la somme due au défendeur directement au greffier de la cour des petites créances. (cf. *Note sur les salaires* ci-dessous). Après 30 jours, le greffier versera cette somme au demandeur.

L'ordonnance de saisie-arrêt ne s'applique qu'à la somme due par le tiers saisi au débiteur au moment de la signification de l'ordonnance. Elle ne continue pas de s'appliquer aux salaires ou aux dépôts en banque jusqu'à ce que la créance soit payée. Une ordonnance de saisie-arrêt nouvelle est nécessaire pour saisir d'autres sommes.

*Note sur les salaires.* En vertu de la loi, seulement 30 pour cent du salaire du défendeur peut être saisi. Si le défendeur n'a pas les moyens d'avoir 30 pour cent de son salaire saisi, il peut demander au juge ou au conciliateur de la cour des petites créances d'augmenter la tranche d'exemption. Le défendeur devra prouver que cette augmentation est nécessaire pour subvenir aux besoins de sa famille. Communiquez avec le greffier pour savoir comment faire cette demande. Vous pouvez demander en même temps d'échelonner les paiements.

### Renseignements pour les tiers saisis

Si vous recevez une ordonnance de saisie-arrêt, lisez attentivement l'AVIS AU TIERS SAISI, qui se trouve vers la fin du formulaire. Si vous devez bien une certaine somme d'argent au débiteur nommé dans l'AVIS AU TIERS SAISI, vous devriez payer la somme que vous lui devez (ou 30 pour cent s'il s'agit de salaires) au greffier de la cour des petites créances. Evidemment, vous ne devez payer à la cour que la somme réclamée dans le jugement ainsi que les frais juridiques.

Si vous ne devez pas d'argent à la personne désignée dans l'ordonnance de saisie-arrêt, déposez auprès de greffier de la cour désignée dans le formulaire deux copies d'une déclaration signalant ce fait et portant votre signature. *Il ne faut sous aucun prétexte ne pas tenir compte d'une ordonnance de saisie-arrêt.* Autrement, le demandeur peut obtenir un jugement contre vous et exiger que vous payiez la somme indiquée dans l'ordonnance de saisie-arrêt.

Une audience peut être convoquée si un différend surgit entre vous et le demandeur quant à la question de savoir si vous devez ou non de l'argent au défendeur.

Enfin, il est à noter qu'il est contraire à l'esprit de la loi en Ontario de congédier ou de suspendre un employé parce que des procédures ont été engagées contre lui.

## **Saisie de biens**

Certains biens du défendeur peuvent être saisis et vendus selon la méthode suivante afin de payer une créance si celle-ci n'a pas été réglée dans les 15 jours qui suivent la décision du juge. A la requête du demandeur, le greffier lancera un ordre d'exécution. Cet ordre permet à l'huissier de la cour de saisir et de garder des biens appartenant au défendeur à des fins de vente publique. Toutefois, l'huissier ne saisira aucun bien sans la requête expresse du demandeur. Vous devez également indemniser l'huissier pour la valeur des biens devant être saisis.

Certains biens comme les vêtements, les meubles, les ustensiles, les outils et instruments nécessaires sont exempts de saisie jusqu'à une certaine valeur.

Le défendeur peut empêcher la vente des biens saisis jusqu'à la vente publique en versant au greffier de la cour la somme accordée dans le jugement plus les frais. Le défendeur peut demander au juge de retarder la saisie-exécution; il peut également essayer d'obtenir que le paiement de la créance soit échelonné. Le greffier de la cour vous informera de la marche à suivre pour faire ces demandes.

## **Saisie de biens immobiliers**

S'il dépose un ordre d'exécution auprès du shérif d'un comté, le demandeur peut empêcher le défendeur de disposer du bien-fonds qu'il possède dans ce comté tant qu'il n'aura pas remboursé sa dette.

## **Transcription de jugement**

Généralement, les procédures décrites dans la présente section relativement au recouvrement d'une créance impayée ne peuvent être engagées que dans la région où le jugement a été rendu. Si le défendeur demeure dans une division où siège une cour des petites créances différente de celle où le jugement a été prononcé, le demandeur peut demander au greffier de préparer une transcription du jugement et de la faire parvenir au greffier de la cour de la division du défendeur. Le demandeur peut alors engager toutes les procédures exécutoires à la cour où la transcription a été envoyée.

Aux fins de préparation et d'envoi d'une transcription de jugement, le demandeur doit acquitter les frais prévus et donner l'adresse du défendeur au greffier.

## **Retrait temporaire d'un permis de conduire**

Si vous avez obtenu une requête en dommages-intérêts par suite d'un accident de voiture, vous pouvez demander que le permis de conduire du défendeur lui soit retiré s'il ne paie pas promptement la somme réclamée. Vous devrez prendre les dispositions nécessaires pour que le greffier envoie un certificat du jugement au directeur du Bureau des Véhicules Automobiles. Si le défendeur ne paie pas rapidement la somme due, le directeur lui retirera son permis de conduire jusqu'à ce qu'il la paie.

## 10. Appels

Il existe deux façons d'en appeler du jugement d'une cour des petites créances devant une cour supérieure: 1) on peut demander la tenue d'une nouvelle audience, et 2) on peut se pourvoir devant la Cour divisionnelle de la Cour suprême de l'Ontario.

### Nouvelle audience

Le nom dit bien ce que c'est: une deuxième audience portant sur la demande originelle comme si la première audience n'avait jamais eu lieu. Dans certains cas, il devient évident après une audience que justice n'a pas été rendue. Par exemple, si le défendeur ne s'est pas présenté à l'audience à cause d'une raison indépendante de sa volonté ou si une pièce à conviction capitale comme une chèque annulé et perdu ou un reçu est disponible après la première audience. Dans des cas de ce genre, une nouvelle audience constitue un moyen utile et peu onéreux de modifier le premier jugement.

Vous devez demander la tenue d'une nouvelle audience dans les 14 jours qui suivent la signification du jugement. Le greffier vous aidera.

### Appels devant la Cour suprême de l'Ontario

On ne peut se pourvoir devant la Cour suprême que pour des causes dont la somme en litige est supérieure à \$500 (frais non compris). On devrait généralement utiliser cette deuxième méthode si un point de droit est concerné ou si une des parties estime que la décision du juge est contraire à l'ensemble de la preuve. La cour d'appel peut rejeter l'appel, rendre un jugement qui, d'après elle, aurait dû être prononcé à la première audience ou, dans certains cas, convoquer une autre audience.

Les procédures reliées aux appels sont assez complexes. Si vous envisagez d'aller en appel, vous aurez probablement besoin de conseils juridiques.

## 11. Ordonnance de consolidation

Si vous avez plus de deux créances exigibles en vertu de jugements rendus à la cour des petites créances, vous pouvez demander une ordonnance de consolidation. Une ordonnance de consolidation assure le paiement régulier de dettes à un rythme hebdomadaire ou mensuel fixé à l'avance. Un juge ou un conciliateur rendra cette ordonnance après avoir convoqué une audience en vue d'étudier vos dettes actives, votre revenu et vos dépenses.

Si vous croyez qu'une ordonnance de consolidation vous sera profitable, communiquez avec le greffier de la cour de la division où vous résidez. Vous devez faire auprès du greffier une déclaration sous serment détaillant les créances impayées, votre revenu de toutes sources et vos obligations familiales.

Une audience sera convoquée. Vos créanciers seront peut-être présents. Le juge ou le conciliateur entendra votre témoignage relativement à votre revenu et à vos dépenses; il pourra rendre une ordonnance ayant pour effet de consolider les créances à votre encontre et il pourra vous ordonner de verser à la cour, à certains intervalles, des paiements partiels. Aucune autre mesure de recouvrement de dettes ne peut être prise dans la division où l'ordonnance est rendue tant et aussi longtemps que vous n'omettrez pas de faire ces paiements. Sur acquittement de certains frais, le greffier de la cour enverra une copie de cette ordonnance à n'importe quelle autre cour. Aucune mesure de recouvrement ne pourra plus être prise dans cette cour.

Le greffier gardera les sommes versées à la cour aux fins de répartition entre les créanciers désignés dans l'ordonnance de consolidation. Chaque créancier a droit à une partie de ces sommes calculée au prorata de ses créances. En général, on répartit ces sommes tous les six mois.

## 12. Frais

Sur votre demande, le greffier de la cour prendra nombre des mesures nécessaires relativement aux procédures en cour de petites créances. Vous devrez acquitter certains frais avant que le greffier n'entreprene les démarches que vous désirez. La partie gagnante,

soit le demandeur soit le débiteur, sera en droit de recouvrer ces frais de l'autre partie.



### Honoraires d'avocats

Si votre requête est agréée, si elle est supérieure à \$200 et si un avocat (ou un étudiant en stage chez un avocat) vous représentait, le juge peut ordonner qu'une somme variant entre \$5 et \$40 soit ajoutée à votre jugement à titre d'honoraires. Si l'audience a duré plus d'une journée, le juge peut accorder jusqu'à \$50.

# 13. Lois relatives à la consommation

Au cours des dernières années, l'Ontario a voté certaines lois d'importance visant la protection du consommateur comme la "Loi sur les Pratiques de Commerce" et la "Loi sur la Protection du Consommateur". Ces lois ont pour objet de fournir un code des pratiques commerciales appropriées régissant les négociations avec les consommateurs et d'assurer à ceux-ci le droit de recevoir une indemnité si ce code a été violé.

## La "Loi sur les Pratiques de Commerce"

Cette loi, votée en 1975, a une importance toute particulière pour les consommateurs. Elle présente plusieurs catégories de "pratiques déloyales" dans le domaine de la vente aux consommateurs. Une de ces catégories concerne "les représentations fausses, trompeuses ou fallacieuses auprès du consommateur". En général, cette catégorie concerne les représentations mensongères faites à un consommateur en vue de l'inciter à acheter des biens ou à se procurer des services. Ces représentations peuvent toucher le rendement, la qualité, l'état, la disponibilité du bien ou l'avantage du prix. Une représentation par un marchand selon laquelle il a le parrainage ou l'approbation d'un individu ou d'une compagnie quand, en fait, il ne l'a pas, constitue une autre forme de représentation fallacieuse.

Une autre catégorie de "pratiques déloyales" s'intitule "représentations inadmissibles du consommateur". Cette catégorie vise les situations où un vendeur ou un marchand a exploité un consommateur lors de vente de biens ou services. Des situations de ce genre peuvent survenir si un consommateur ne peut pas protéger ses intérêts en raison d'une infirmité physique, de son ignorance ou de difficultés linguistiques. Parmi d'autres pratiques déloyales, citons: la vente de biens ou services à un prix qui dépasse outrageusement le prix de biens ou services similaires disponibles ailleurs ou la vente de biens ou services à crédit quand le marchand sait qu'il est plus que probable que le consommateur ne pourra pas payer sa dette. Les tactiques de vente agressive ou des conditions très déloyales de paiement dans un contrat d'achat font également partie des "représentations inadmissibles auprès du consommateur".

Il n'est pas facile de déterminer quelles pratiques particulières seront considérées comme "déloyales" dans les cours de l'Ontario étant donné que très peu de causes ont été entendues en vertu de cette loi. Dans les situations très compliquées, il sera peut-être nécessaire de demander l'avis d'un homme de loi. Toutefois, vous devez vous rendre compte que la portée de ces mesures législatives ne se veut pas étroite ou technique. Si vous croyez sincèrement avoir été la victime dans une négociation commerciale et vous êtes incapable de parvenir à un accord satisfaisant avec la personne qui vous a vendu les biens en question, faites valoir vos droits à la cour des petites créances en entreprenant les démarches décrites dans le présent guide.

La "Loi sur les Pratiques de Commerce" vous donne le droit de "résilier" tout contrat que vous avez conclu en conséquence d'une pratique déloyale. Cela signifie que vous avez le droit de considérer ce contrat comme n'ayant jamais été passé et, après avoir retourné les biens en question, de recouvrer la somme que vous avez payée. S'il n'est plus possible de retourner ces biens, vous avez le droit de recevoir du vendeur un remboursement représentant la différence entre la somme payée et la valeur réelle des biens reçus.

*Vous devez déposer une demande contre la personne qui vous a vendu les biens en litige dans les six mois qui suivent la conclusion de l'affaire.*

Il est à noter que les dispositions de la "Loi sur les Pratiques de Commerce" sont applicables

même si une des clauses du contrat est à l'effet contraire.

Le consommateur peut se prévaloir d'autres droits, recours et moyens de défense. Pour plus de renseignements, consultez le bureau le plus près du Ministère de la Consommation et du Commerce qui figure dans l'annuaire du téléphone sous la rubrique "Gouvernement de l'Ontario".

## Notes

## 14. Glossaire des termes juridiques utilisés dans le présent guide

<b>Action</b>	— poursuite en justice <i>objet de la poursuite</i> - ce sur quoi porte une demande en justice
<b>Ajournement</b>	— remise de l'audience à une date, avec l'accord du juge
<b>Assignation en référé</b>	— avis écrit d'une partie à une autre partie indiquant l'intention de la première partie de discuter d'un certain problème devant la cour un jour déterminé. Le point en litige, l'heure et le lieu doivent figurer sur cet avis
<b>Audience de justification</b>	— audience de la cour où le défendeur d'un jugement peut faire valoir ses bonnes raisons pour qu'une ordonnance ou une exécution ne soit pas prise à son encontre
<b>Citation à comparaître</b>	— ordre lancé à un témoin de se présenter à la cour à une heure déterminée
<b>Défendeur</b>	— personne contre qui une demande en justice est formulée ou une requête est déposée
<b>Délivrer</b> <b>Délivrance</b>	— remettre un document légal à la personne intéressée
<b>Demande reconventionnelle</b>	— requête présentée par le défendeur à l'encontre du demandeur de la même cause et résultant des mêmes faits
<b>Demandeur</b>	— personne qui dépose une plainte en justice contre une autre personne
<b>Exécution</b>	— application d'une ordonnance de la cour; autorisation pour le shérif de saisir les biens du débiteur pour régler un jugement
<b>Jugement</b>	— décision du juge qui entend la cause en faveur d'une partie  <i>Jugement par défaut</i> - jugement en faveur du demandeur à l'encontre du défendeur qui n'a pas contesté la requête du demandeur  <i>demandeur</i> - partie gagnante à qui de l'argent est dû en vertu d'un jugement

*défendeur* - partie perdante qui doit de l'argent en vertu d'un jugement

*accorder un jugement* - quand le greffier de la cour accorde un jugement par défaut en faveur du demandeur parce que le défendeur n'a pas contesté la requête

**Renvoi**

— remise de l'audience à une date ultérieure, avec l'accord du juge

**Résilier**

— révoquer ou dissoudre un accord ou un contrat

**Saisie-arrêt**

— procédure par laquelle un créancier peut mettre la main sur le jugement en réclamant d'une tierce personne les sommes que celle-ci doit au défendeur; par exemple, le créancier peut obtenir une ordonnance forçant l'employeur ou la banque du défendeur à verser les sommes dues à celui-ci directement à la cour au profit du créancier

*Saisissant* - créancier du jugement qui cherche à pratiquer une saisie sur le défendeur

*Tiers-saisi* - personne ou société qui doit de l'argent au défendeur (comme son employeur ou sa banque)

**Saisir**  
**Saisie**

— prendre possession légalement de biens; en particulier, si un shérif met la main sur les biens du défendeur d'un jugement

**Sommation**

— avis invitant une personne à se présenter à la cour à une heure déterminée.

# Notes

## Notes

## Notes

## Notes



3 1761 11469408 6



On peut procurer des exemplaires supplémentaires de cette brochure auprès du bureau le plus près de la cour des petites créances ou en écrivant à:

Bureau des Communications  
Ministère du Procureur général  
18 ème Étage  
18 rue King, est  
Toronto, Ontario  
M5C 1C5

On peut s'adresser en français à:

	Zenith
SUDBURY	71040
OTTAWA	89000
HAWKESBURY	89000
ROCKLAND	89000
NORTH BAY	89000
ELLIOT LAKE	89000
COCHRANE	89000
WINDSOR	—
CORNWALL	89000
ALEXANDRIA	89000
TIMMINS	89000